

quelles feroient postérieurement les intentions du Ministère.

Le même jour qu'on jugeoit les deux Procès de Mr. Wilkes , le Lord-Maire & la Bourgeoisie de Londres résolurent de faire présenter au Juge Pratt , qui présida au jugement de ceux intentés contre le Secrétaire Wood & les Messagers d'Etat , le droit de Bourgeoisie de la Ville dans une boîte d'or , & de le prier de permettre qu'on lui fassé son tableau pour le placer au rang de ceux des illustres personnages , dans la Maison de Ville. Il fut résolu , dans la même assemblée , de remercier les quatre Députés de la Ville au Parlement , de leurs efforts zélés pour obtenir une déclaration du Parlement , par laquelle il fût dit , qu'un ordre général d'arrêter & saisir , sur un simple soupçon , les Auteurs , Imprimeurs & publicateurs de Libelles prétendus séditieux , avec leurs Papiers , n'est pas autorisé par les Loix. On le fit , parce que le même jour encore (toujours le 21) on avoit porté plainte à la Chambre Haute au sujet d'une Brochure intitulée : *Droits du Roi , ou Droits & Prérogatives de la Cour Impériale de la Grande-Bretagne*. Et quelques passages de cette Brochure ayant été lus , l'on proposa d'arrêter que c'étoit un Libelle faux , malicieux & traître , contraire aux principes de la Révolution , en vertu de laquelle les Anglois jouissent de l'avantage du Gouvernement actuel ; injurieuse au Roi , qui s'est déclaré le Protecteur de la Religion , des Loix & des franchises de la Nation ; & tendant au renversement des Constitutions fondamentales & des Libertés de ces Royaumes , & à l'introduction d'un Pouvoir illégitime & arbitraire.

Cette